

Date de publication :

05 MARS 2026

Assemblée communales
Nîmes Métropole



Thématique	Année	Mois	N°
CdE	2026	02	060

DECISION

SERVICE/DIRECTION : Service IMMOBILIER pour la Direction déléguee Cycle de l'eau	OBJET : Commune de Saint-Gilles - Ouvrages de protection face au risque inondation site de La Garonnette- Acquisition de la parcelle C 5479.
---	---

Le **PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION NIMES METROPOLE**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L5211-10
Vu les délibérations A-G2020-04-001, A-G2020-04-002 et A-G2020-04-003 du 16 juillet 2020 et les délibérations FIN2020-05-027, E-A2020-05-047, E-A2020-05-052, M-T2020-05-057 et M-T2020-05-058 du 21 septembre 2020 donnant délégation à Monsieur le Président dans le cadre de l'article L5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, et pour la durée du mandat.

Vu la délibération 2025-03-049 en date du 19 mai 2025 donnant délégation à Monsieur le Président pour signer les acquisitions dans le cadre du projet relatif à la création d'ouvrages de protection face au risque inondation sur la commune de Saint-Gilles,

Considérant que dans le cadre du Programme d'Action et de Prévention des Inondations (PAPI) 3 Vistre, Nîmes Métropole a mené une étude sur la réduction de l'aléa du cours d'eau La Garonnette sur la commune de Saint-Gilles,

Considérant que les résultats de cette étude ont conforté les études antérieures sur le fait que des ouvrages de protection de type barrage permettraient de réduire le risque inondation du centre urbain, et que des études complémentaires ont été engagées en 2025 pour définir plus précisément ces ouvrages en vue de réaliser les travaux lors du prochain programme PAPI 2028-2033,

Considérant que l'emprise des travaux projetés impacte un certain nombre de propriétés privées et communales, parmi lesquelles figure la parcelle cadastrée C 5479 d'une surface totale de 3 490 m², appartenant à [REDACTED],

Considérant qu'un accord est intervenu entre Nîmes Métropole et le propriétaire susvisé, pour l'acquisition au bénéfice de Nîmes Métropole, de la parcelle C 5479 en vue de la création d'un ouvrage de protection contre les inondations, au prix de 11 956,00 € (onze mille neuf cent cinquante-six euros) auquel s'ajoutera une indemnité de emploi d'un montant de 2 043,40 € arrondi à 2 044,00 (deux mille quarante-quatre euros), soit un montant total de 14 000,00 € (quatorze mille euros) à régler par Nîmes Métropole,

Considérant que cette acquisition sera concrétisée par la signature d'un acte en la forme administrative dans les conditions prévues à l'article L 1212-1 du code Général de la Propriété des Personnes Publiques,

OBJET : Commune de Saint-Gilles - Ouvrages de protection face au risque inondation site de La Garonnette- Acquisition de la parcelle C 5479.

Considérant que l'ensemble des frais inhérents à cette transaction seront à la charge de Nîmes Métropole,

DECIDE

ARTICLE 1 : D'autoriser l'acquisition au bénéfice de Nîmes Métropole, de la parcelle C 5479 sise à Saint-Gilles lieu-dit Pointe Gratzuzas, en vue de la création d'un ouvrage de protection contre les inondations, au prix de 11 956,00 € (onze mille neuf cent cinquante-six euros) auquel s'ajoutera une indemnité de remploi d'un montant de 2 043,40 € arrondi à 2 044,00 (deux mille quarante-quatre euros), soit un montant total de 14 000,00 € (quatorze mille euros à financer.

ARTICLE 2 : De signer l'acte de vente en la forme administrative avec [REDACTED].

ARTICLE 3 : De recevoir et d'authentifier l'acte conformément aux dispositions de l'article L.1311-13 du Code Général des Collectivités territoriales.

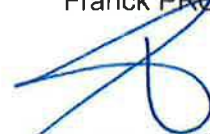
ARTICLE 4 : De prendre en charge les frais d'enregistrement et de publication au service de la publicité foncière, ainsi que les frais de bornage éventuels.

ARTICLE 5 : D'imputer le montant de la dépense au budget annexe Grand Cycle de l'eau.

ARTICLE 6 : Que la présente décision sera inscrite au registre des décisions communautaires

Fait à Nîmes le, 25/02/2026

Le Président,
Franck PROUST



VOIES DE RECOURS ET DELAIS

L'intéressé qui désire contester la décision peut saisir le Tribunal Administratif compétent d'un recours contentieux dans les deux mois à partir de la notification et/ou de l'affichage du présent arrêté. Il peut également saisir le Président d'un recours gracieux. Cette démarche prolonge le délai du recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (au terme d'un délai de deux mois l'absence de réponse du Président vaut rejet implicite). Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « télécours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr